

Pourquoi le Lot et la Corrèze échangent-ils leurs poubelles

4 min

Depuis vingt ans, le Lot et la Corrèze échangent leurs poubelles : ordures ménagères contre recyclables. Cette année, un partenariat vient d'être signé qui officialise la collaboration jusqu'en 2050. Le tout pour optimiser le traitement des déchets.

On a échangé nos poubelles. Entre le Lot et la Corrèze, ce n'est peut-être pas une histoire d'amour, mais bien une histoire de déchets. Depuis 2004, les deux départements échangent leurs détritrus. En effet, le Lot y envoie ses ordures ménagères pour qu'elles soient valorisées, et la Corrèze achemine ses déchets recyclables pour qu'ils soient triés. Un partenariat vient d'être signé, assurant ce traitement des déchets jusqu'en 2050. On vous explique.

Échanger ses déchets

Saviez-vous que vos ordures ménagères, jetées dans les poubelles lotoises, étaient acheminées jusqu'en Corrèze ? C'est en 2004 que tout commence. Dans le Lot, il n'est pas envisageable de créer une installation d'incinération ou d'enfouissement, car le volume des

ordures ménagères n'est pas assez important. Nos sacs-poubelles sont donc envoyés à Montech, dans le Tarn-et-Garonne, pour y être enfouis. Pour compenser, les premières collectes sélectives débutent dans les années 90. « La Corrèze s'y met un peu plus tard et envoie ses déchets recyclables dans notre usine à Saint-Jean-Lagineste. C'est un bon compromis, c'est très proche. Les déchets font peu de route. En échange, le Syttom a fait de la place dans son unité de valorisation énergétique pour accueillir les ordures ménagères du Lot », explique Stéphane Magot, président du Syded. Les déchets résiduels lotois sont envoyés en Corrèze, et les emballages et plastiques corréziens font le chemin inverse.

50 000 tonnes de déchets qui transitent par an

Vingt ans plus tard, la collaboration est toujours de mise. Et cette dernière va même plus loin. « Chacun s'est spécialisé dans ce qu'il savait faire de mieux », glisse le président du Syded. Et surtout : le partenariat dure jusqu'à 2050. « Cela permet de sécuriser notre processus et d'avoir des objectifs sur le long terme. En Corrèze, cela nous permet d'ouvrir une deuxième usine de valorisation énergétique. Actuellement, ce sont 100 % des bâtiments publics qui sont chauffés à Brive grâce à cela. Et le réseau va s'étendre », sourit le président du Syttom, Frédéric Soulier, qui est également maire de la ville préfecture. Stéphane Magot complète : « Dans le Lot, on est sûr d'avoir des emballages à trier, et en Corrèze, ils sont sûrs d'avoir des ordures ménagères à valoriser grâce à ce partenariat. »

Aujourd'hui, ce sont 40 000 tonnes d'ordures ménagères du Lot qui sont valorisées dans le département voisin, et 9 000 à 10 000 tonnes de déchets recyclables qui atterrissent au Syded. Ce qui représente, à chaque fois, environ un tiers des volumes traités par les usines respectives. Entre cinq et sept camions font la route tous les jours pour les acheminer. « Et ils ne tournent jamais à vide », se félicite Frédéric Soulier. Ce dernier insiste : « C'est un partenariat qui devrait donner l'exemple au niveau national. »

Créer de l'emploi

De ce partenariat découlent plusieurs objectifs : limiter l'impact environnemental, maîtriser les coûts et enfin créer de la valeur et

de l'emploi sur les territoires. Dans le Lot, soixante agents font tourner les deux usines de tri, à Catus et à Saint-Jean-Lagineste. Si l'on retire les déchets corréziens, difficile de maintenir les deux sites, et donc les emplois.

Arrêter d'enfouir les déchets sous terre

Un autre élément important de ce partenariat : éviter l'enfouissement des déchets. La valorisation énergétique des déchets résiduels offre une perspective bien plus réjouissante que de les savoir enfouis dans le sol.

« À Montech, il y a une réduction drastique des volumes traités », assure le Corrézien. Il poursuit : « Chez nous, le site de la Perbousie a diminué l'enfouissement des déchets ultimes non dangereux de moitié en dix ans, et il ne sera plus possible de le faire après 2028. » En clair, le site va fermer. Il risque fortement d'en être de même pour le site du Tarn-et-Garonne dans les années à venir.

Aouregan Texier



